

2. Quelles étaient les conditions régionales et internationales qui ont favorisé ces initiatives ?
3. À quoi tient leur relative efficacité ?
4. Pourquoi n'ont-elles pas permis d'arrêter l'escalade ?
5. Quels sont les avantages immédiats de la désescalade pour les pays engagés dans les conflits ?
6. Comment des tiers pourraient-ils inciter les pays engagés dans les conflits à manifester plus de souplesse ? Comment pourraient-ils les encourager à négocier des accords ?

DÉBAT

Sauf de rares exceptions, l'aide bilatérale et multilatérale accordée par des tiers en faveur des négociations de paix en Amérique centrale a été "sporadique"; on l'a offerte en temps de crise seulement. Pour renforcer les démarches diplomatiques et les efforts de Contadora, il importe absolument d'apporter une aide soutenue et régulière. À cet égard, les réunions que la Communauté économique européenne (CEE) a tenues à San José (Costa Rica) en septembre 1984 pour élaborer un programme d'aide à la région constituent une remarquable initiative, surtout qu'elle est l'oeuvre de pays comptant parmi les principaux alliés et partenaires commerciaux des États-Unis. On a proposé que le Canada, vu l'importance de ses programmes bilatéraux d'aide en Amérique centrale, soit présent à l'assemblée qui aura lieu en novembre 1985 à Luxembourg pour donner suite à cette initiative.

S'interrogeant quant à savoir pourquoi les tiers n'avaient pu fournir des solutions diplomatiques, les participants se sont penchés sur la façon dont les États-Unis interprètent leurs intérêts en matière de sécurité dans la région. Selon un Latino-Américain, il y a du "mérite dans la franchise brutale" avec laquelle les États-Unis ont énoncé ces intérêts. Cependant, tout en reconnaissant que les intérêts des Américains en matière de sécurité sont légitimes, les participants ont blâmé les États-Unis d'avoir violé le droit international et "même leurs propres lois" en commettant des actes aussi répréhensibles que le minage des ports du Nicaragua. En ce sens, a déclaré un universitaire canadien, les États-Unis sont des "hors-la-loi". En outre, on a décelé une "pointe d'irrationalité" dans la manière dont ils conçoivent la crise sévissant en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua.

"Les négociateurs se retrouvent face au problème de la poule et de l'oeuf", a fait remarquer un professeur d'université canadien. "Qui